

C E T R I

ANALYSE 2017
4 décembre

Centre tricontinental

URUGUAY : LUTTES SOCIALES, FRAGMENTATIONS ET CRISE PROGRESSISTE

Diego Castro, Mariana Menéndez et María Noel Sosa

La lutte des femmes et l'anti-extractivisme révèlent certaines limites des politiques menées par les autorités uruguayennes. S'opposer à la domination patriarcale et aux effets socio-environnementaux délétères de la dépendance à la division internationale du travail suppose des actions et des positionnements qui participent d'une remise en question globale de l'agenda « modernisateur développementaliste » du gouvernement progressiste.

Dans le contexte actuel et afin d'en comprendre les particularités, nous avons choisi la lutte comme clé d'interprétation. Les luttes sociales qui, dans les années 1990 et 2000, se sont produites en Uruguay et dans la région contre le néolibéralisme, ont précédé et habilité le cycle progressiste et l'arrivée au pouvoir du « Front large » (Frente Amplio). La relation entre les mouvements populaires et la gauche politique a alors établi un premier scénario complexe et flou qui s'est caractérisé principalement par un pacte social, que nous pouvons appeler « hégémonie progressiste » (Castro et al., 2014 et 2015). Le gouvernement a joué un rôle efficace lors des conflits sociaux, en répondant principalement par l'institutionnalisation des demandes, ce qui a provoqué en retour un certain reflux des luttes et de leurs capacités d'opposition.

Cependant, les attentes déposées par les mouvements populaires uruguayens dans le progressisme – appelé à mieux redistribuer les richesses et à développer l'incidence populaire sur les affaires publiques – ont été graduellement mises à distance par les politiques gouvernementales. Un affaiblissement de l'« hégémonie progressiste » s'en est suivi, ainsi que l'apparition de fissures dans le pacte social atteint jusque-là. Le consensus de la redistribution¹, sur lequel a pu reposer la construction de l'hégémonie progressiste (Castro et al., 2015), s'est vu étranglé par la crise économique de ces dernières années. Conséquences principales : limitations des salaires et réductions des dépenses publiques, notamment dans l'éducation.

Face à ces mesures régressives, plusieurs actions collectives ont surgi. Des espaces de négociation institutionnalisés se sont ouverts (sur les salaires et les conditions de travail), mais d'autres mobilisations en revanche sont restées sans réponse. Nous allons ici nous centrer sur deux luttes particulièrement remarquables – l'anti-extractivisme et la lutte des femmes contre la violence –, pour conclure sur quelques observations d'ordre plus général.

Les luttes anti-extractivisme

En Uruguay, les mobilisations de ces dernières années contre l'extractivisme se sont essentiellement concentrées sur le projet Aratiri, mine à ciel ouvert d'extraction de fer pour l'exportation. Cette lutte emmenée par l'« Assemblée permanente de la défense de la terre et des biens naturels » a réalisé huit manifestations nationales. Suite à la suspension momentanée du projet Aratiri en mars 2016, les

1. Politique publique de médiation entre le capital et le travail qui a permis durant cette phase progressiste l'augmentation des salaires et des bénéfices des capitalistes, tant par la redistribution des recettes que par la concentration des richesses dans les secteurs stratégiques.

mobilisations se sont alors tournées vers l'interdiction de nouveaux transgéniques et la qualité de l'eau. Actuellement, l'« Assemblée pour l'eau du fleuve Santa Lucía » est un des espaces les plus dynamiques.

Les principaux fleuves qui alimentent le pays en eau potable sont pollués. Les pollutions tant du fleuve Santa Lucía que celles du fleuve Negro sont les conséquences du productivisme dans la région, notamment de l'utilisation de produits chimiques dans l'agriculture. Les monocultures de soja et l'industrie forestière ont un impact sur la qualité de l'eau destinée à la consommation des principales villes du pays. En découle une privatisation d'un nouveau genre où les entreprises bafouent *de facto* le droit des populations à l'accès à une eau potable.

Ces luttes sont latentes et très fragmentées selon les localités et les problématiques, ce qui leur donne un caractère inconstant et sporadique. Elles émergent face à un conflit ou une situation ponctuelle, mais retrouvent très vite leur caractère discontinu une fois l'actualité passée. Cette fragmentation dans le temps des luttes écologiques peut être à la fois un avantage et une faiblesse. Cela peut représenter une force s'il existe une articulation des différentes composantes qui respecte l'autonomie de chaque groupe. Ainsi, l'articulation entre actions locales et organisations traditionnelles plus structurées représente un défi, car les syndicats par exemple gardent un logiciel « modernisateur », attaché à l'exploitation minière et aux emplois qu'elle engendre.

Le modèle extractiviste ne doit pas être considéré seulement comme une activité d'extraction de matières premières, mais aussi comme un processus d'« accumulation par dépossession » (Harvey, 2004). Plusieurs auteurs ont alimenté la conceptualisation de l'extractivisme : Zibechi (2016) parle de « sociétés extractivistes ou de formes sociales extractivistes », d'autres parlent d'« extractivisme étendu » (Gago et Mezzadra, 2015), c'est-à-dire un extractivisme allant au-delà de ses formes écologique et économique, ou encore de « régime politique de l'extractivisme » (Gutiérrez et Gago, 2017) qui, en plus d'exproprier les richesses, est capable d'influencer les politiques publiques.

La lutte des femmes

La présence des femmes dans les luttes sociales récentes sur le continent a gagné en force et en visibilité. Cette présence accrue se développe tant en milieu urbain que rural et sur plusieurs fronts, tels que les luttes contre la violence machiste, contre la violence qui implique une dépossession des moyens d'existence, ainsi que contre les conséquences de l'extractivisme dans leurs vies et sur leurs territoires.

Au sud et plus spécifiquement dans la région de Río de la Plata, la capacité féministe d'interpellation de la société est allée en progressant. Depuis 2014, à Montevideo, chaque fois qu'a lieu un « féminicide », un rassemblement est organisé sur une place du centre-ville. Auparavant, la notion de féminicide était identifiée en tant que « crime passionnel ». Le premier rassemblement appelé « alerte féministe » a réuni une vingtaine de femmes qui, en forme de demi-cercle, portaient des panneaux avec des slogans comme « il l'a tuée parce qu'il pensait qu'elle était sa propriété » ou « assassinée parce que femme ». Ce type d'action, qui se poursuit, attire de plus en plus de monde.

L'appel au rassemblement de Buenos Aires du 3 juin 2015 avec le slogan « *Ni una menos* » (« Pas une de moins ») s'est reproduit dans plus de dix villes du pays. Par la suite, la grande manifestation du 8 mars 2017 a permis au mouvement de prendre de l'ampleur et d'augmenter l'interpellation de la société vers une refonte des idées. La lutte des femmes a ainsi aidé à développer la capacité de dénonciation, d'auto-organisation et de renouvellement des critiques. Mais elle doit également être analysée comme un ensemble d'aspirations collectives de tous horizons, parfois contradictoires (Gutiérrez, 2015).

D'une part, il faut signaler que le principal détonateur des actions collectives fut le rejet de toutes violences, impliquant ainsi la dénonciation de la hiérarchisation entre les hommes et les femmes dans la société. Mais en pratique, la lutte ne s'est pas limitée aux relations interpersonnelles et a énoncé très clairement les fondements structurels de l'inégalité, ainsi que le lien existant entre violence contre les femmes et capital. Les contributions féministes, et plus particulièrement celles de Federici (2013 et 2015), rendent compte de la relation entre la phase actuelle du capitalisme, ses caractéristiques extractivistes et l'augmentation de la violence.

D'autre part, les formes de mobilisation diffèrent des formes classiques d'appropriation de l'espace public. La présence d'expressions artistiques et l'utilisation du corps se sont transformées en véritables outils de sensibilisation. L'expression des revendications féministes est de caractère poétique et ne

ressemble pas à une expression politique classique. Ce qui est recherché est un changement de paradigme : passer du statut de victime à celui d'activiste afin de politiser la douleur et de chasser la peur.

Les prises de parole sont indépendantes et destinées aux femmes et ne s'orientent pas, dans un premier temps, vers une demande extérieure. C'est l'expérimentation d'une expression politique où l'État n'est pas au centre des préoccupations et des revendications. Ce qui est exprimé n'est donc pas directement transformé en une revendication politique en tant que telle. Ce n'est pas non plus une expression « anti-État » ; le besoin de démontrer les responsabilités, les limites et les ouvertures des institutions est bien présent.

Le moteur des revendications « entre femmes » se situe dans l'auto-organisation, l'interpellation de la société et la prise de responsabilités au sein d'une hiérarchie qui les exclut. L'objectif est de décentrer les politiques institutionnelles, afin que nous devenions interlocuteurs et interlocutrices au sein d'un débat plus ouvert dans l'espace public. Cela va à contre-courant de la tutelle de l'État caractéristique de ces dernières années. Les changements ne se voient pas seulement au niveau des interlocuteurs concernés, mais aussi en matière d'objectifs de transformation et de temporalité.

Deux grandes thématiques à débattre dans l'Amérique latine de ces dernières années sont l'analyse et l'évaluation des politiques progressistes et la renaissance de la lutte des femmes. A première vue, ces réalités ne sont pas assez connectées à l'agenda politique. D'un côté, la lutte des femmes se situe dans une temporalité distincte et exclue des objectifs électoraux, tout en interférant dans les relations de pouvoir tant au quotidien qu'au niveau structurel. D'un autre côté, il est certain que, selon nous, les luttes en cours démontrent les limites des politiques progressistes actuelles.

En clair, la segmentation des politiques sociales en faveur des femmes en situation de grande précarité n'a pas forcément fait évoluer une réalité sociale compliquée et difficile. La précarité sociale n'a fait qu'augmenter et les femmes en sont les principales victimes. Cela dit, ces constatations ont permis de créer du sens commun au sein de la dissidence et de recourir à de nouvelles clés pour penser la transformation des sociétés.

En guise de conclusion

La lutte des femmes et la lutte anti-extractiviste révèlent certaines limites des politiques des gouvernements progressistes dans notre pays et dans la région. Contrecarrer le problème de la violence faite aux femmes, ainsi que les conséquences de la dépendance de nos économies à la division internationale du travail suppose des actions, des positionnements et des projets qui vont bien au-delà de la logique du capital, du patriarcat et du modèle hérité de la colonisation. Or, manifestement, une telle remise en question globale ne fait pas partie des priorités avancées par les forces progressistes en place.

Il s'agit d'identifier plus largement les caractéristiques des sociétés capitalistes actuelles comme la nôtre. Le capitalisme extractiviste ne porte pas seulement à conséquence sur le plan écologique et économique. Il entraîne un régime politique spécifique car, dans cet État d'exception permanent, les droits fondamentaux sont bafoués et les formes de politique communautaire et les connaissances qui ont garanti une certaine forme de subsistance depuis des siècles sont détruites. Le discours « développementaliste » et « modernisateur » du progressisme et d'une grande partie de la gauche latino-américaine donne priorité à la croissance économique à court terme par rapport à la protection de la vie humaine, animale et végétale. Ce positionnement est en contradiction avec les aspirations des luttes des femmes et des mobilisations anti-extractivisme.

Sur le terrain des résistances, la difficulté se situe dans le fait de comprendre que toutes les luttes ne devraient faire qu'une, pour s'opposer aux différentes formes de domination. Des articulations sont à construire, dans le respect des particularités et des autonomies. La principale difficulté réside sans doute dans le dialogue entre organisations plus structurées et plus émergentes : comment dépasser les demandes sectorielles ou liées à la production économique, pour développer une analyse plus approfondie du modèle de développement actuel ?

Le pillage extractiviste doit nous faire reconsidérer notre relation à la nature, et la mobilisation des femmes nous oblige à questionner les hiérarchies à l'œuvre au sein même du monde populaire, qui l'affaiblissent. Ce sont là deux éléments essentiels que les luttes ont mis à l'agenda des nouveaux

horizons alternatifs et des pratiques émancipatrices.

Bibliographie

- Castro D., Elizalde L., Menéndez M et Sosa M. (2014), « Grietas en la hegemonía progresista uruguaya, entre consensos y resistencias », Observatorio social de América Latina, CLACSO, vol. 35, p. 157-180.
- Castro D., Elizalde L., Menéndez M. et Sosa M. (2015), « La renovada capacidad de impugnar. Luchas sociales y hegemonía progresista », Contrapunto. Debates en movimiento, vol. 7, p. 39-55.
- Federici S. (2013), Revolución en punto cero. Trabajo doméstico, reproducción y luchas feministas, Madrid, Traficantes de sueños.
- Federici S. (2015), Calibán y la bruja: mujeres, cuerpo y acumulación originaria, Buenos Aires, Tinta Limón.
- Gago V. et Mezzadra S. (2015), « Para una crítica de las operaciones extractivas del capital. Patrón de acumulación y luchas sociales en el tiempo de la financiarización », Nueva Sociedad, vol. 255, janvier-février, p. 38 - 56.
- Gutiérrez R. (2015), Horizonte comunitario – popular. Antagonismo y producción de lo común en América Latina, Institut des sciences sociales et humaines, Université Benemérita Autónoma de Puebla (Mexique).
- Gutiérrez R. et Verónica Gago V. (2017), interventions lors de la Encuentro en tiempos de fragmentación, 8 et 9 juin, Cochabamba (Bolivie).
- Harvey D. (2004), El nuevo imperialismo, Madrid, Akal.
- Zibechi R. (2014), « El estado de excepción como paradigma político del extractivismo » dans Composto C. et Navarro M. L., Territorios en disputa. Despojo capitalista, luchas en defensa de los bienes comunes naturales y alternativas emancipatorias para América Latina, Mexique, Bajo Tierra.
- Zibechi R. (2016), « El extractivismo como cultura », La Jornada, 14 octobre, www.jornada.unam.mx.


Diego Castro, Mariana Menéndez et María Noel Sosa sont enseignants à l'Université de la République, Uruguay. Respectivement doctorant en sociologie à l'Université autonome de Puebla, doctorante en études sociales de l'Amérique latine à l'Université nationale de Córdoba et doctorante en sociologie à l'Université autonome de Puebla.

Cet article a été rédigé pour la publication du CETRI *État des résistances : Amérique latine* parue en décembre 2017.



Centre tricontinental - CETRI
av. Sainte Gertrude 5 à 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique
Tél: +32 (0)10/48.95.60 - Fax: +32 (0)10/48.95.69
cettri@cettri.be - www.cettri.be

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles,
service de l'éducation permanente et de la Province
du Brabant wallon



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Brabant wallon
la jeune Province